ROOTED **IN TRUST**

un journaliste dans un studio mobile au festival amani - Goma, RDC - Février 2022

Rapport de la recherche documentaire
sur l'offre de l'information

Analyse du paysage de production de l'information en RD Congo

Produit par INTERNEWS-RDC | Octobre 2022

Table des matières

I. Profil pays 1
II. Fournisseurs de médias 2
2.1. La presse écrite 2
2.2. La radio 3
a) Radios publiques 3
b) Radio humanitaire 3
c) Radios commerciales 3
d) Radios communautaires 4
e) Radios confessionnelles 4
2.3. La télévision 4
2.4. Médias digitaux 5
2.5. Les réseaux sociaux 6
III. Importance des radios communautaires dans le paysage de production de l'information 7
IV. Associations et régulateurs des médias et des journalistes 8
4.1. Cadre juridique des médias en RDC 8
4.2. Organes de régulation du secteur des médias 9
4.3. Des associations de médias et des journalistes 10
V. Capacité des médias et qualité de l'information 11
VI. Mécanismes de coordination de l'information sur le COVID-19 11
VII. Autres fournisseurs d'information non médiatiques 12
7.1. Organisations humanitaires 12
7.2. Agences de santé 14
7.3. Gouvernement 15
7.4. La société civile 16
Conclusion 16
Références 17

Sigles et abréviations

- ACP : Agence Congolaise de Presse
- ADF : Alliance D
- AEJIK : Association des Éditeurs de Journaux Indépendants du Katanga
- AFM-SK : Association des Femmes des Médias du Sud-Kivu
- AMRC : Association Mondiale des Radios Communautaires
- ANEAP : Association Nationale des Entreprises Audiovisuelles Privées
- ANR : Agence Nationale de Renseignement
- ARPTC : Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications
- BBC : British Broadcasting Corporation
- CAC : Cellule d'Animation Communautaire
- CODESA : Comité de Développement de Santé
- CORACON : Collectif des Radios Communautaires du Nord-Kivu
- CPN : Consultation prénatale
- CPS : Consultation Préscolaire
- CREC : Communication des Risques et Engagement Communautaire
- CSAC : Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication
- DPS : Division Provinciale de la Santé
- FAN : Fondation Amani Ngubiri
- FAO : Organisation des Nations-Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture
- FM : Fréquence de Modulation
- FRPC : Fédération des Radios de Proximité du Congo
- HAM : Haute Autorité de Médias
- IDPS : Internal Displaced Persons
- INRB : Institut National de recherche Biomédicale
- JED : Journaliste En Danger
- MIL RDC : Médias d'informations en Ligne de la RDC
- MONUC : Missions d'Observation des Nations-Unies au Congo
- OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- OIF : Organisation Internationale de la Francophonie
- OMEC : Observatoire des Médias Congolais
- OMS : Organisation Mondiale de la Santé
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- PCI : Prévention et Contrôle des Infections
- PEV : Programme Elargie de Vaccination
- PNUD : Programme des Nations Unis pour le développement
- PVH : Personne Vivant avec Handicap
- RATECO : Réseau des Radios et Télévisions de l'Est du Congo
- RDC : République Démocratique du Congo
- REMACOB : Réseau des Médias Associatifs et Communautaires du Bas Congo
- REMED : Réseau des Médias pour le Développement
- RFI : Radio France Internationale
- RSF : Reporters Sans Frontière
- RTBF : Radio-télévision belge de la Communauté française
- RTGA : Radiotélévision du Groupe l'Avenir
- RTNC : Radiotélévision Nationale Congolaise
- SFCG : Search for Common Ground
- SMS : Short Message Service
- SNIS : Système d'Informations Sanitaire
- SNPP : Syndicat National des Professionnels de la Presse
- TWB : Translator Withtout Borders
- UCOFEM : Union Congolaise des Femmes des Médias
- UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- UNICEF : Fonds des Nations-unis pour l'enfance
- UNPC : Union Nationale de la Presse du Congo
- ZS : Zone de Santé

I. Profil pays

Lusenda, Sud Kivu, RD Congo : Une vue aérienne du camp de Lusenda sur les berges du lac Tanganyika.
crédit photo : Abel Kavanagh/MONUSCO

La République Démocratique du Congo (RDC) a connu des crises humanitaires multiformes liées aux conflits armés, à l'insécurité alimentaire, aux catastrophes naturelles et aux épidémies, causes de déplacements massifs des personnes. En 2022, le pays compte 5 millions de personnes déplacés internes (PDIs) et 527 000 réfugiés venus des pays voisins. Ces crises ont été amplifiées par les épidémies d'Ebola, de choléra et, plus récemment de COVID-19 (OCHA, 2022).

Malgré l'état de siège décrété par le gouvernement congolais dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu au mois de mai 2021, le nombre de morts a doublé en une année : 2 563 civils ont été tués entre mai 2021 et avril 2022, contre 1 374 l'année précédente, dans des attaques attribuées principalement aux Forces démocratiques alliées (ADF) et à la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) deux groupes armés actifs dans ces provinces.

« La RDC se classe 125e sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse de 2022 », note RSF (2022a), en progrès de 24 places par rapport à l'année précédente. Au cours de l'année 2021, Journalistes en danger (JED)[1] a recensé 110 violations de la liberté de la presse dont des menaces, des agressions physiques, des meurtres, des médias fermés ou saccagés et une quarantaine d'arrestations et de détentions arbitraires. Les principaux auteurs de ces violations sont les groupes armés et les forces de sécurité nationales.

Une légère baisse des violations est observée par rapport à 2020, où la même organisation enregistrait 115 cas.

La Radiotélévision Nationale Congolaise (RTNC) est disponible dans les principales villes. Les chaînes de télévision privées sont confinées aux grandes villes. La radio demeure le principal moyen d'accès à l'information pour la plupart des gens, en particulier dans les zones rurales.

Selon Kepios (2022), le taux de pénétration d'Internet en RDC est en progrès de 25,4% entre 2021 et 2022, à 17,6% de la population globale, et le taux de pénétration du téléphone mobile s'élève à 52,08%.
Sur le plan démographique, social et politique, la population est estimée à 89,56 millions d'habitants, dont plus de la moitié (52,2%) vit sous le seuil de pauvreté et en zone rurale (54,3%). Le pays se classe 175e au classement mondial du développement humain (PNUD 2022).

Une personne de plus de 15 ans sur 3 est analphabète. Ceci affecte l'accès aux informations car la télévision et le smartphone restent hors de portée pour la plupart des gens.
La situation du COVID-19 en République démocratique du Congo, du 3 janvier 2020 au 2 septembre 2022, est de 92 633 cas confirmés et 1 400 décès (OMS 2022).

[1] JED (Journaliste En Danger) est une organisation partenaire de RSF (Reporters sans frontières) en RDC

II. Fournisseurs de médias

2.1. La presse écrite

La presse écrite de République Démocratique du Congo remonte à l'époque coloniale (Tudesq, 1995). Elle est très peu répandue. Si la commission de contrôle de conformité des organes de presse (2017) estime à 571 le nombre d'organes de presse écrite en 2017, les statistiques nationales souffrent d'un problème de mise à jour.

La presse écrite et le reste des médias traditionnels font face à une concurrence des médias en ligne qui continuent de fragiliser non seulement leur modèle économique mais aussi affecter leur audience. Target (2021a) met en évidence la chute progressive de la presse écrite avec la progression de l'internet et note que son audience en RDC représente 6%. Cependant, il s'observe que certaines entreprises de presse écrite intègrent depuis quelques années un volet d'abonnement en ligne à travers leur newsletter pour faire lire leurs productions en ligne. L'ACP est l'agence publique de presse. Après plusieurs années de léthargie, elle fonctionne aujourd'hui de manière limitée (Frère M. 2008a). Beck, B. at al, (2018) souligne que 42,5 millions, soit 50,6 % des 84 millions d'habitants de RDC, parlent français, et 19 millions d'élèves et d'étudiants sont scolarisés en français, "95 % de la littérature, 97 % de la presse écrite sont en français" (OIF, 2016). Cette presse est donc inaccessible pour le reste de la population qui ne parle pas le français, notamment les catégories marginalisées principalement les indigènes, les pygmées et les analphabètes.

Il y a très peu de journaux écrits en langues nationales. La presse écrite s'adresse aux communautés urbaines à pouvoir d'achat et niveau d'alphabétisation élevé. Les communautés rurales ne sont pas sa cible. Ces journaux sont majoritairement consacrés à l'actualité et aux communications politiques et publicitaires ; les articles s'intéressant aux questions sociales en général et à la santé en particulier restent rares.

Alors que la pandémie de COVID-19 se propageait à travers le territoire national depuis le 20 mars 2020, l'actualité y relative a dominé certains journaux de presse écrite. Ceux-ci ont contribué à l'information du public sur l'évolution de la pandémie dans le pays.

C'est par exemple le cas des quelques journaux écrits qui se sont impliqué dans la publication des informations sur le COVID-19 notamment ; La Prospérité, Le Potentiel, La Référence Plus, L'Observateur, L'Avenir, La Nouvelle République, Forum des As, La voix du paysan congolais (Réseau International des journalistes, 2022).

2.2. La radio

La radio reste le média le plus utilisé par la population en RDC. Le paysage radiophonique a évolué ces cinq dernières années. Un recensement effectué en 2008, avec l'appui de l'UNICEF, de la FAO et de l'UNESCO avait identifié plus de 378 radios (dont environ 280 émettent effectivement) (Frère M. 2008b).

II. Fournisseurs de médias

La radio reste le média le plus utilisé par la population en RDC. Le paysage radiophonique a évolué ces cinq dernières années. Un recensement effectué en 2008, avec l'appui de l'UNICEF, de la FAO et de l'UNESCO avait identifié plus de 378 radios (dont environ 280 émettent effectivement) (Frère M. 2008b).

Selon les statistiques publiées en 2017 par la Commission de contrôle de conformité des organes de la presse, le pays comptait alors 625 stations de radio. Leur nombre serait estimé à 690 radios dont 600 radios communautaires (UNICEF, 2022) mais le nombre exact actuel n'est pas connu parce que les mises à jour ne sont pas régulières et la plupart de ces radios ne sont pas enregistrées et encore moins identifiées par les services de l'Etat, fonctionnant dans l'irrégularité.

la radio est le média le plus écouté (62%) et le plus consommé en milieu rural et par la majorité des personnes âgées de 50 ans et plus.

La radio a une audience élevée en RDC. Target (2021b) montre que la radio est le média le plus écouté (62%) et le plus consommé en milieu rural et par la majorité des personnes âgées de 50 ans et plus. La plupart des gens écoutent la radio pour s'informer et se divertir. La durée moyenne d'écoute de la radio est d'une heure 49 minutes par jour. Selon Frère M (2008 p18), le paysage radiophonique de la RDC se compose de radios publiques, humanitaires, privées commerciales, communautaires et confessionnelles.

a) Radios publiques : la RDC compte une seule radio publique, la Radiotélévision nationale congolaise captée dans les villes et qui dispose de stations provinciales.
b) Radio humanitaire : Okapi[2] est une radio de type humanitaire, fondée en 2002 à l'initiative de la Mission d'Observation des Nations-Unies au Congo (MONUC) et de la Fondation Hirondelle ; elle couvre tout le territoire national avec des antennes territoriales et provinciales.
c) Radios commerciales : ce sont des organismes privés de radiodiffusion à but lucratif dont les ressources proviennent essentiellement de la publicité. Le pays compte plus d'une centaine de radios privées commerciales. Plusieurs stations radios sont liées directement ou indirectement à des personnalités politiques.

C'est le cas, par exemple, de Digital Congo FM qui appartient à Multi Media Congo, dont les actionnaires sont Jaynet Kabila, députée nationale, et Nikola Vadjon. C'est aussi le cas de la radiotélévision du groupe L'Avenir (RTG@) du député Pius Muabilu (propriétaire du quotidien L'Avenir) ; de la Radio Liberté du sénateur Jean-Pierre Bemba. La loi de 1996 définit les conditions de création d'une entreprise radiophonique mais ces dernières sont rarement respectées.
d) Radios communautaires : La radio communautaire est définie comme comportant trois aspects : celui d'une activité à but non lucratif ; contrôlée par la communauté qui en est propriétaire ; caractérisée par la participation de la communauté, radio rurale ou urbaine, radio coopérative, radio participative, radio libre, alternative, populaire, éducative. Elles appartiennent à des groupes sans but lucratif ou à une coopérative dont les membres sont les auditeurs. D'autres appartiennent à des universités, à des entités territoriales ou urbaines, à l'Église ou à des syndicats (. Cependant le pays compte environ 600 radios communautaires initiées par des organisations non gouvernementales, des confessions religieuses ou des individus.
e) Radios confessionnelles : on en compte plus d'une centaine, dont la plupart sont des radios dites « évangéliques » ou « messianiques » directement liées aux églises qui en sont les propriétaires et diffusent des prêches de leur propriétaire-prédicateur.

[2] Fondée en février 2002 à l'initiative et avec le soutien des Nations Unies, au travers de la MONUC et de la Fondation Hirondelle, qui couvre tout le territoire national :https://fr.wikipedia.org/wiki/Radio_Okapi

II. Fournisseurs de médias

A ces cinq catégories s'ajoutent les radios internationales captées en FM : Radio France Internationale (RFI) et British Broadcasting Corporation (BBC), qui offrent des programmes en langue swahili écoutés à l'est de la RDC, le plus souvent le matin et le soir ; VoaAfrica, Africa n°1, et la Radiotélévision Belge Francophone (RTBF) sont disponibles en FM à Kinshasa uniquement. Ces radios internationales ont une portée et une audience de taille. Radio France Internationale, qui capitalise 17% d'audience, à égalité avec Radio Okapi, arrive après la radio Top Congo FM, qui est la station la plus écoutée, avec 22% d'audience sur l'étendue du pays (Africascope, 2019).

Pendant COVID-19, plusieurs radios ont revu leur grille de programme pour y insérer des thématiques liées sur la pandémie. C'est par exemple la Radio Okapi qui avait créé une émission spéciale dénommée « Coronavirus, parlons-en ».

2.3. La télévision

Comme pour les radios, Frère M. (2008 p26) note que la RDC comprend une seule chaine de télévision publique, et d'autres chaines de télévision commerciales, communautaires et confessionnelles.

Selon Target (2021), en termes d'audience, la télévision vient après la radio avec 44% et elle est surtout regardée en ville, entre 18h et 21h, par les jeunes et les femmes.

Les chaînes câblées occupent la quatrième position avec 17% tandis que les télévisions payantes progressent, grâce à leurs divers programmes sportifs et des séries télévisées, la plupart de ces consommateurs mettent en avant le divertissement, l'information ne venant qu'en dernier lieu de leurs centres d'intérêt (Target 2021).
Le pays compte un seul télédiffuseur public : la Radiotélévision Nationale (RTNC), qui dispose de deux chaînes (RTNC1 et RTNC2) et qui est relayée dans les provinces, malgré des taux de production de programmes locaux très inégaux.

Comme pour les radios, le nombre exact de télévisions à travers le pays n'est pas connu avec certitude, faute d'identification systématique par les services de l'Etat. En 2008, le pays comptait plus de 52 télévisions privées commerciales (dont trois émettent pratiquement sur l'ensemble du territoire), 24 télévisions privées confessionnelles, 4 télévisions communautaires, 2 télévisions internationales diffusées gratuitement sur le réseau hertzien de Kinshasa (TV5 Monde et Euronews) ainsi que des télévisions internationales disponibles par satellite (Frère M. 2008c).

Alors que la pandémie de COVID-19 prenait de l'ampleur après mars 2020, les télévisions se sont impliquées très activement dans la diffusion des mesures de prévention. La RTNC, à l'instar d'autres TV du pays, a diffusé régulièrement des messages de lutte contre la pandémie, En collaboration avec l'Agence nationale d'ingénierie clinique de l'information et de l'informatique de santé, le ministère de la Santé a mis en place une chaîne de télévision dédiée à la santé pour appuyer la riposte au COVID-19, avec du contenu produit grâce aux nouvelles technologies de l'information.

Médias digitaux

Le paysage des médias numériques en RDC se caractérise par l'abondance mais leur niveau de professionnalisme est faible et leur vulnérabilité face à la récupération partisane élevée (Fondation Hirondelle, 2019a).
Hootsuite (2021) montre que le pays comptait 21,1 millions d'internautes en 2021, soit 23,2% de la population. Le taux de pénétration de l'internet est de 17,6% ce qui constitue une progression de 25,4% entre 2021 et 2022 (Kepios, 2022). Selon le ministère du numérique cette progression se justifie par l'accroissement du nombre d'utilisateurs d'internet dans le pays et les investissements engagés dans ledit secteur.

Le taux de pénétration du téléphone mobile est estimé à 47,1%, soit 41,595 millions d'utilisateurs (ARPTC, 2022). Le taux de pénétration des smartphones est plus faible, à 32%. La plupart des utilisateurs de smartphones vivent dans les grandes villes et les personnes de plus de 65 ans sont les moins susceptibles de les utiliser.

Malgré cette pénétration relativement faible des smartphones, une étude récente a montré que 35 % de la population reçoit des informations via Internet. Cela s'explique en partie par l'augmentation de la consommation des médias en ligne en 2020 à la suite des mesures de confinement liées au COVID-19, mais cette tendance est en baisse en 2021 (Target, 2021c). Avec la montée d'Internet, de nouveaux canaux de diffusion ont vu le jour. Ce sont des médias exclusivement numériques portés dans les grandes villes par de jeunes journalistes. Les médias en ligne connaissent actuellement une progression d'audience dans les villes où l'accès à Internet est correct. La plupart d'entre eux sont des médias existants qui s'étendent en ligne. Parmi les plus influents on peut citer : Mediacongo.net, Radiookapi.net, Actualité.cd, 7sur7.cd, DigitalCongo.net, Politico.cd. qui offrent une diversité d'informations sur l'actualité politique, économique, sociale, sécuritaire, les opportunités d'emploi, les appels d'offres, ainsi que de petites annonces. S'y ajoutent des médias internationaux qui ont également une grande audience en RDC : RFI.fr, JeuneAfrique.com, France24.com, Tv5monde.com, Voa Afrique.com, Rtbf.be, BBC.com-Afrique, etc. La confiance en certains sites d'information est liée à la qualité des informations diffusées, à leur degré d'indépendance à l'égard des influences politico-économiques et à leur respect des consommateurs d'information. Il existe d'autres sources moins fiables disponibles sur Internet et dont les productions sont malheureusement partagées à travers les réseaux sociaux.

Ces médias inspirent peu de confiance par suite de leur forte politisation (Frère, M., 2008c) et des dérives liées au manque d'objectivité, d'équité. (OMEC, 2008) .

Il existe aussi des plateformes en ligne créées avec l'appui de programmes visant à développer le secteur médiatique (MSDA). C'est le cas de Radio Congo Share, qui se veut un outil de partage des productions entre les radios partenaires et qui leur offre la possibilité d'élargir leur audience et de promouvoir leur programmation auprès de publics à la fois plus larges et plus diversifiés. Cette plateforme se présente sous la forme d'un site internet, d'une application mobile et d'un groupe WhatsApp permettant aux radios de proximité de poster leurs produits et d'accéder à un public plus large au-delà de l'audience touchée par la voie hertzienne.

La désinformation est habituellement observée en RD. Comme ce fut le cas pendant Ebola, la situation s'est exacerbée à l'arrivée de la pandémie de COVID-19 en RDC où un flux d'informations a défilé sur les médias en ligne. Plusieurs sites ont commencé à publier quotidiennement les statistiques officielles ainsi que des articles sur l'évolution de la pandémie. Malheureusement, on a pu observer des contradictions de chiffres ainsi que des problèmes de mise à jour des informations (POLEPOLE, P. et MUDINGA E., 2020a).

Médias digitaux

Les réseaux sociaux

Selon KandolowaKandolo, B. (2018, p338), l'arrivée des réseaux sociaux a contribué à l'émergence de nouvelles plateformes de diffusion d'alertes d'information : groupes de discussion sur Facebook, forums d'échanges, blogs personnels ou professionnels, profils personnels ou professionnels sur Twitter, Facebook, WhatsApp, Viber, Skype, et Instagram.

Le pays comptait 4,65 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux en janvier 2022, soit 5% de la population totale, 8% d'utilisateurs âgés de 13 ans et plus (Kepios, 2022). En termes d'audience des réseaux sociaux en RDC, Facebook vient en tête du classement avec 4,25 millions, soit 4,5% de la population totale (93,80 millions) au début de l'année 2022 ; 37,3 % de cette audience sont des femmes et 62,7 % des hommes. La plupart de l'audience des réseaux sociaux est concentrée dans les zones urbaines où Internet et l'électricité sont disponibles. Les langues utilisées sur les réseaux sociaux diffèrent selon les zones. Le français reste dominant pour les utilisateurs de Twitter et LinkedIn dont l'audience est plus professionnelle.

Selon Target, (2015), Facebook est l'application la plus utilisée par les internautes en RDC à 91% puis WhatsApp (63%) et qui plus sollicitée par les femmes à 68%.

En termes d'âge, l'audience est plutôt jeune, entre 25 et 35 ans, la population qui utilise le plus Internet. L'utilisation croissante de Facebook s'explique aussi par un accès gratuit facilité par le partenariat entre Facebook et la société Tigo RDC depuis 2015.

D'autres réseaux comme YouTube, Instagram et LinkedIn sont également utilisés par la population. Depuis le début de la pandémie, ces réseaux ont constitué de nouvelles sources d'information pour la population. Ils ont également représenté un espace de partage des fausses informations sur le COVID-19 et sur le vaccin contre le COVID-19. Ceci est observé au sein des groupes et sur les pages populaires des influenceurs sur les réseaux sociaux.

Ces réseaux sociaux ainsi que le système de messagerie instantanée sont devenus des forums privilégiés pour s'informer entre proches et débattre de l'actualité en partageant des points de vue sur les sujets du moment. En cette période de pandémie, la plateforme WhatsApp continue de servir non seulement de relais pour partager et diffuser largement les messages de sensibilisation mais aussi de fausses informations sur le COVID-19 et la vaccination.

Selon la Fondation Hirondelle (2019b), la nature et la portée de l'activité en ligne varient selon les médias sociaux utilisés. Les opinions les plus partagées sur WhatsApp ont une portée plus locale que ceux qui circulent sur Twitter.

De manière générale, les médias sociaux jouent un rôle important dans la propagation de fausses informations en RDC pendant les crises sanitaires. Cela a été constaté lors de l'épidémie Ebola au nord Kivu ainsi que pendant la pandémie de COVID-19. Hirondelle (2019c), une proportion importante des messages Twitter mentionnait des rumeurs, des théories du complot ou des fake news. Sur les groupes WhatsApp, le mélange d'informations, d'opinions, de rumeurs et de désinformation rendait difficile la distinction entre faits et fiction (Hirondelle, 2019c).

En avril 2020, un communiqué de la plateforme WhatsApp annonçait la réduction du nombre de transferts de messages pour diminuer le partage de fausses informations autour du COVID-19. Malgré cette annonce, la propagation des fausses informations via cette plateforme n'a cessé de croître. Selon certains acteurs des médias rencontrés au cous des entretiens rapides et visites sur terrain, les réseaux sociaux ne sont pas les seules voies par lesquelles les rumeurs ont circulé, il s'ajoute à ce sujet les plateformes et les évènements communautaires, les lieux de culte et les marchés.

III. Importance des radios communautaires dans le paysage de production de l'information

> *Lorsque la violence et résistance communautaire ont entravé le travail de riposte à Lwamba, les radios communautaires ont continué à diffuser des spots, des émissions et des chansons sur la maladie à virus Ebola.*

Le paysage médiatique au niveau local a évolué ces dernières années en RDC. On constate une prolifération des médias dans les zones urbaines et rurales dont les plus populaires sont les radios communautaires.
Selon l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires, une radio communautaire c'est une radio rurale ou urbaine, participative, libre alternative, populaire, éducative, citoyenne qui appartient à des groupes sans but lucratif, ou à une coopérative dont les membres sont les auditeurs (AMRC, 2019)

Les radios communautaires sont des médias de proximité largement suivis en RDC. Le rapport de la Fondation Hirondelle (2019) sur la diffusion de l'information à l'est de la RDC montre que les radios communautaires et les radios confessionnelles sont les plus écoutées au niveau local et elles contribuent à la paix et au développement social des communautés.

Malgré leur peu de moyens financiers, elles forment, divertissent et informent les moins instruits et les plus discriminés sur leurs droits, la politique, la santé, etc.

Malgré leur rôle important dans la chaine de production de l'information au niveau local, la plupart de ces radios ont des émetteurs qui ne couvrent généralement que quelques localités, mais les radios communautaires transmettent des informations vitales aux populations (UNICEF, 2022b). Cependant, le modèle économique de ces médias est très fragile, marqué par un manque de moyens financiers et humains et une certaine dépendance à l'égard des partenaires extérieurs pour leur fonctionnement.

L'UNICEF (2020) montre que les radios communautaires ont joué un grand rôle dans la réponse contre Ebola en RDC ; " lorsque la violence et résistance communautaire ont entravé le travail de riposte à Lwamba, les radios communautaires ont continué à diffuser des spots, des émissions et des chansons sur la maladie à virus Ebola."

Ceci est le cas pour la pandémie de COVID-19 où plusieurs radios communautaires ont été impliquées dans la vulgarisation du message dans la réponse. Cependant, certains professionnels des médias estiment que le manque des ressources et le faible accès à des sources d'information fiables expliquent que ces radios aient aussi contribué à la propagation d'informations non vérifiées lors de l'apparition des premiers cas de COVID-19, faute d'informations disponibles à ce moment-là.

III. Importance des radios communautaires dans le paysage de production de l'information

Certaines radios communautaires proposent des programmes dans les langues locales et nationales. Par exemple, dans l'est de la RDC, la langue swahilie domine dans les médias audiovisuels locaux. En fonction des spécificités culturelles et géographiques, des émissions sont animées dans certaines langues locales. Bien que la littérature renseigne peu sur la localisation géographique des radios en RDC, des informations linguistiques sont disponibles sur la carte linguistique de la RDC (TWB, 2022).

Les radios communautaires ne sont pas prévues pour une communication à sens unique. Des rencontres et des débats sont organisés au sein des clubs d'écoute et de cellules d'animation communautaire et les points de discussion sont remontés au niveau des radios pour prise en compte. (UNICEF, 2022). Cependant, pour se rapprocher davantage des communautés locales, les radios communautaires offrent des programmes d'émissions interactives, des débats sur des thématiques d'actualité permettant aux auditeurs de s'exprime.

MIGABO V. (2019p7) montre que ces émissions sont généralement prises en charge par les organisations philanthropiques ou non gouvernementales et les Agences des Nations Unies et s'adressent à des catégories spécifiquement ciblées en raison de leur vulnérabilité et des risques qu'elles présentent dans la société. Il s'agit notamment des ex-combattants, des gangsters, des enfants de la rue, des victimes des violences sexuelles et des déplacés internes, des réfugiés et autre. Cependant, par manque d'expérience et de formation des animateurs de ces émissions interactives, peuvent générer des dérapages et la diffusion d'informations non vérifiées, voire de rumeurs. C'est notamment le cas lorsque les auditeurs s'expriment sur un sujet sur lequel ils n'ont pas suffisamment d'informations.

IV. Associations et régulateurs des médias et des journalistes

4.1. Cadre juridique des médias en RDC

Plusieurs textes régissent la liberté de la presse et le cadre juridique et institutionnel des médias, notamment la loi n° 96-002 du 22 juin 1996[3] fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse en République Démocratique du Congo, la loi n° 81/012 du 2 avril 1981 portant statut des journalistes en République Démocratique du Congo et le cahier des charges unique relatif à la création des radios et des télévisions en République Démocratique du Congo.

D'ores et déjà, la Constitution actuelle garantit la liberté d'expression et la protection des médias. Malgré ces textes, le paysage juridique congolais est encore entaché d'énormes défis qui s'exacerbent notamment par l'absence d'un État de droit, l'impunité issue de plusieurs années de crise et d'instabilité politique.

[3]Arrêté N°011/CAB MIN-CM/LMO/2018 du 14 juin 2018 portant mesures d'application de la Loi 96-002 du 22 juin fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse,

Ce cadre juridique des médias congolais, on relève l'absence de textes clairs définissant les radios communautaires et associatives et régissant la presse en ligne (MUSHIZI, 2007).

Au regard du vide que présente la loi de 1996 sur la régulation des médias en ligne, et vu de la présence accrue des sites d'information en ligne et des activistes, le gouvernement congolais a adopté un arrêté visant à assainir le milieu de l'information en ligne publié un arrêté (du 14 juin 2018) réglementant les médias en ligne. Cette décision avait été mal accueillie par les acteurs des médias la qualifiant de restrictive à la liberté d'expression garantie par la Constitution (BBC news, 2018).

Des coupures d'internet dans les périodes électorales en RDC étaient ordonnées par le gouvernement en 2018, une décision jugée politique qui visait à limiter l'accès et le partage des informations sur internet alors que le droit d'accès aux informations est garanti par la constitution du pays. Cette situation s'était améliorée après les élections de 2018 et depuis 2022, le gouvernement en place avait promis de s'engager dans l'amélioration des conditions de l'exercice de la liberté d'expression en RDC (ACP, 2022).

L'insécurité qui règne en RDC frappe aussi les journalistes, personnages publics parfois gênants et donc ciblés. La liberté de la presse a subi en 2020 de nombreuses entraves avec plusieurs arrestations, agressions, menaces, d'exécutions de journalistes et suspensions de médias. Des professionnels des médias sont parfois pris à partie par ceux qui se sentent dénoncés ou touchés par les publications ou les informations diffusées. Parfois, ce sont des groupes armés ou des militants politiques qui commanditent ces violations. Selon RSF (2022b), pour la seule année 2020, 116 exactions (menaces de mort et attaques ciblées) ont été recensées en RDC par l'ONG Journaliste en danger (JED) en collaboration avec Reporters sans frontières (RSF).

Le rapport RSF (2022c) mentionne qu'en 2021, 110 cas d'attaques contre les journalistes et les médias ont été enregistrés en RDC par le même consortium avec une légère amélioration : 6 cas de moins que l'année précédente. Sur ces 110 cas d'atteintes diverses à la liberté de la presse répertoriés sur l'ensemble du territoire national congolais, 48 cas ont été recensés dans l'est du pays dont 25 cas dans les deux provinces sous état de siège, à savoir le Nord-Kivu et l'Ituri. Il s'agit parfois de menaces qui précèdent des agressions physiques ou des assassinats.

Pour RSF (2022d), la RDC est classée "non libre" au classement mondial de la liberté de la presse de 2022, où elle occupe la 125e place, soit une amélioration significative par rapport à la 149e place de 2021 et la 150ème place de 2020.

En marge des états généraux sur les médias tenus en janvier 2022, le gouvernement, à travers le ministère chargé de la Communication et des Médias, a annoncé le début des travaux devant déboucher sur des propositions de réformes pertinentes touchant au régime juridique des médias en général et de la presse en ligne en particulier, au statut du journaliste et à la dépénalisation des délits de presse (RSF, 2022e).

4.2. Organes de régulation du secteur des médias

Le secteur des médias en RDC est régulé par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC) créé par l'article 212 de la Constitution du 18 février 2006. Cet organe public de régulation a pour mission de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse, ainsi que tous les moyens de communication de masse dans le respect de la loi. En juillet 2003, en pleine période de transition, la régulation du secteur médiatique était assurée par la Haute Autorité des Médias (HAM)[4] avant d'être transférée au CSAC en 2009.

Pendant les périodes électorales en RDC, on déplore des dérapages et violations des procédures allant jusqu'à la censure, certaines stations de radio et chaînes de télévision et journaux étant victimes d'intimidation voire interdits d'émettre ou de paraître par les autorités congolaises, à travers, par exemple, les services de renseignement (ANR), en dépit de la prérogative du CSAC en matière de régulation des médias. C'est ainsi que pendant les élections de 2011, plusieurs médias supposés proches de l'opposition ont été interdits d'émettre (RSF, 2018)

La régulation des médias présente plusieurs défis et l'organe public ne parvient pas à répondre aux attentes du secteur à cause de la complexité et des changements en cours. Cette complexité s'explique par des défis d'ordre organisationnels, notamment le manque de moyens suffisants permettant à l'organe public d'assurer le monitoring des médias (MUSHIZI, C. 2007b). Avec l'avènement du numérique, la tendance à la digitalisation des informations, la prolifération des médias en ligne et l'augmentation de la pénétration des réseaux sociaux, le cadre juridique des médias encadré par la loi de 1996 semble dépassé.

Un des grands défis actuels concerne l'identification et le dénombrement des médias et des professionnels du secteur. .

Plusieurs médias ne sont pas enregistrés par les services de l'Etat et travaillent dans l'informel, jugeant trop coûteux les frais d'enregistrement et les taxes mais aussi en raison, du côté de l'État, de la faiblesse du suivi et de la régulation. C'est ainsi qu'on ignore le nombre exact des médias et des journalistes dans le pays. L'autre faiblesse de l'organe de régulation réside dans son inaction ou la modestie de son action, limitée à la dénonciation en cas de violation ou d'atteinte à la liberté de la presse et d'entrave aux droits des journalistes, qui demeurent nombreuses (MUSHIZI, C. 2007b)

En matière d'autorégulation, le secteur des médias congolais s'appuie sur des organisations professionnelles, officielles ou non. L'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) est l'instance officielle de représentation des professionnels des médias. C'est notamment elle qui délivre les cartes de presse. Des ONG sont également actives dans le secteur des médias, telles que l'Observatoire des médias congolais qui fait des recommandations aux différents acteurs du secteur, et Journaliste en danger (JED) qui est très active dans la défense des journalistes (Yves Renard, 2007 p149). Le 4 mars 2004, les médias congolais se sont dotés d'un code de déontologie qui met en avant les droits et les devoirs du journaliste congolais (Journal Officiel RDC, 2006)

[4] La Haute Autorité des Médias (HAM), organe de régulation pendant la transition démocratique, est issue du Dialogue Inter-congolais convoqué pour mettre un terme à la guerre qui ravageait le pays. Installée en juillet 2003, son existence juridique reposait sur l'article 154 de la Constitution de la Transition (du 4 février 2003) et sa loi organique a été promulguée le 30 juillet 2004.

4.3. Des associations de médias et des journalistes

Il existe plus d'une dizaine d'associations dans le secteur des médias. D'une part, ce sont des regroupements professionnels, et, d'autre part, des regroupements d'entreprises de presse, des associations syndicales et des associations de défense des journalistes. Elles sont aussi classées selon le type de média et les thématiques spécifiques, par exemple le genre, la protection de l'enfant, etc.

Selon Frère M. (2008d), au niveau national, on trouve l'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC), une structure professionnelle faîtière qui chapeaute toutes les associations et regroupements professionnels du secteur des médias. D'autres sont spécialisées, comme l'Association Nationale des Entreprises Audiovisuelles Privées (ANEAP), qui regroupe toutes les entreprises des médias audiovisuels du secteur privé. On peut aussi citer l'Observatoire des Médias Congolais (OMEC), la Fédération des Radios de Proximité du Congo (FRPC), l'Union Congolaise des Femmes des Médias (UCOFEM), le Syndicat National des Professionnels de la Presse (SNPP). En 2017, une association des Médias d'informations en Ligne de la RDC (MIL RDC) a été mise en place avec pour objectif de promouvoir et défendre la production et l'accès à l'information en ligne pour tous en RDC. Elle regroupe les entreprises de presse en ligne.

Au niveau provincial, on trouve plusieurs associations comme l'Association des Éditeurs de Journaux Indépendants du Katanga (AEJIK), le Réseau des Radios et Télévisions de l'Est du Congo (RATECO), le Réseau des Médias Associatifs et Communautaires du Bas Congo (REMACOB), l'Association des Femmes des Médias du Sud-Kivu (AFEM-SK) et le Collectif des Radios Communautaires du Nord-Kivu (CORACON)

Grâce à l'appui des bailleurs de fonds et opérateurs internationaux, ces associations contribuent à professionnaliser et à améliorer la qualité et la diversité du contenu des médias, à travers des programmes basés sur le renforcement des capacités et l'appui technique et financier. Néanmoins, l'aide étant temporaire, les actions de ces associations restent limitées et peinent à produire les résultats escomptés dans la structuration du métier des journalistes (l'identification des journalistes, la délivrance de la carte de presse, le contrôle du respect du code de déontologie) Frère M. (2008e)

Selon Frère M. (2008f), "le journalisme en République démocratique du Congo reste de plus affecté par la pratique du 'coupage'. Faute de salaire et en proie à la précarité, les journalistes tendent à percevoir des enveloppes informelles qui nuisent à leur indépendance". Cette pratique prend différentes formes : a) un transport (financement, de la part des organisateurs d'événements, d'une somme allant de 5 à 10 US$), b) les frais de diffusion (en dehors de la facture, il y a l'achat de l'espace où les radios et télévisions perçoivent un montant destiné à assurer le passage de l'élément dans le journal parlé ou télévisé), c) le chantage (certains titres publient des informations fracassantes - souvent fondées sur de simples rumeurs - sur des personnalités politiques afin qu'elles payent le journal pour le faire taire). Les personnalités invitées dans le débat achètent non seulement l'espace pour se retrouver à l'antenne mais aussi le journaliste pour qu'il pose des questions orientées.

Cette pratique dénature la fonction des journalistes, réduit leur opinion critique et les place en position de faiblesse face aux personnalités invitées pendant les débats. Cette pratique est favorable à la désinformation lorsque le contenu est conçu au gré des ceux qui financent les journalistes et se fonde parfois sur rumeurs dans le cas de chantage.

> Les journalistes sont toujours rémunérés de façon aléatoire et travaillent encore souvent sans contrat, quasi bénévolement, pendant de longues périodes. Les associations professionnelles sont fortement personnalisées ; elles souffrent d'un manque de démocratie interne, d'une faiblesse de gouvernance. Et le secteur dans son ensemble se caractérise par son morcellement et son manque de consensus professionnel (Yes Renard, 2008).

V. Capacité des médias et qualité de l'information

Plusieurs contraintes affectent la capacité des médias à produire de l'information de qualité. Il s'agit de contraintes d'ordre matériel, financier et humain : l'accès difficile aux sources d'information, le manque de moyens de déplacement pour les journalistes, le manque d'équipement et l'isolement. A ceci s'ajoute le manque de capacité d'autonomie économique des médias et d'autres défis liés au cadre juridique des entreprises de presse et à la régulation du secteur.

Une évolution remarquable est la capacité d'inclusion et la diversité du personnel, en termes de genre. Ainsi, on trouve désormais des femmes journalistes dans plusieurs médias. Mais leur présence à des postes de prise de décision reste faible. Du point de vue de la qualité des contenus proposés par les médias, les productions journalistiques pèchent par manque de diversité. Par exemple, pendant les crises politiques armées et des discours de pacification du climat social, la diffusion d'opinions contradictoires semble constituer une menace à l'équilibre sociopolitique du pays (Minkala-Ntadi, P. 2012)

Selon MIGABO, (2019), le pays traverse un contexte sociopolitique caractérisé des par les guerres civiles, les ruptures, précarité économique avec comme corolaire l'accès limité à l'information publique. Par exemple en période de transition les journalistes avaient des difficultés d'accès aux informations détenues par l'autorité publique (Frère, 2005). Ce cas s'est reproduit récemment pour les journalistes qui travaillent dans les provinces sous état de siège (Nord-Kivu et l'Ituri). Selon l'UNPC (2022), les journalistes n'arrivaient pas à accéder aux informations, même au niveau local, où les chefs de base refusent souvent d'accorder des interviews à la presse sous prétexte d'une instruction leur interdisant de répondre aux questions des journalistes. L'Union Nationale de la Presse du Congo voit dans cette situation une autre forme d'atteinte à la liberté d'expression.

L'autre facteur qui affecte la qualité de l'information réside dans la propriété des médias. Nombre de journaux, radios et télévisions sont directement liés à des personnalités politiques. Des ministres, députés et hauts fonctionnaires tentent de créer leurs propres médias, dans les villes ou dans leur village d'origine, réservant à ces derniers la primeur de l'information, voire de la propagande pure et simple en période de campagne électorale (Frère, M. 2008e). Par exemple, dans la ville de Bukavu, un député provincial a mis en place une station radiophonique qui porte le nom de sa fondation (la radio FAN FM de la Fondation Amani Ngubiri).

VI. Mécanismes de coordination de l'information sur la COVID19

Le premier cas de COVID-19 est apparu en RDC le 20 mars 2020. Puis le nombre de cas a augmenté et le pays a été secoué par des vagues successives. LA la date du 10 octobre 2022, on avait enregistré 92 934 cas confirmés et 1 443 décès (WHO, 2022). La communication autour du COVID-19 a, d'entrée de jeu, été entachée de contradictions entre les différents services source, ce qui a généré des confusions au sein de la population (POLEPOLE P. et MUDINGA E., 2020b). Ce déficit était lié à la gestion de l'information sanitaire qui était d'ores et déjà entachée de lacunes : d'une part, la plupart des structures sanitaires n'ont aucun personnel désigné pour la compilation et la vérification des données et, d'autre part, le personnel existant n'est pas formé à l'enregistrement ni à la revue de la qualité des données (Ecole de Santé publique, 2021).

Le plan national de riposte contre le COVID-19 était coordonné par un comité multisectoriel de riposte et un secrétariat technique et reposait sur plusieurs stratégies, notamment une stratégie de communication sur le risque et l'engagement communautaire (CREC). A travers le ministère de la Santé, le gouvernement avait mis en place un site officiel d'information dénommé "Stop Coronavirus rdc", qui présente les mesures de sécurité et d'hygiène, les orientations médicales, les réponses des sondages sur le vrai et le faux concernant le COVID-19 ainsi que les directives du gouvernement. Le compte Twitter (48 000 adeptes) et la page Facebook (environ 20 000 adeptes) du ministère de la Santé étaient dédiés aux informations sur le COVID-19 au début de la pandémie.

Le ministère de la Santé gère un site officiel qui est à peine mis à jour et il en est de même pour le Programme Elargi de Vaccination (PEV) du gouvernement, dont les statistiques sur la vaccination COVID-19 ne coïncident pas avec les chiffres de l'OMS. Pour contribuer à la mise à jour de l'information sur la situation du COVID-19 et sur les mesures gouvernementales pour faire face à la pandémie, Internews RDC, en partenariat avec Kinshasa Digital, a soutenu le ministère de la Santé avec une plateforme d'information en ligne et un chatbot permettant un engagement interactif avec le public.

Pour sa part, le régulateur des médias en RDC, le CSAC, avait formulé des directives et recommandations aux médias et aux acteurs politiques dans un communiqué de presse daté du 27 mars 2020, invitant les professionnels des médias à privilégier la bonne information, provenant des sources officielles au gouvernement, à l'OMS et au Secrétariat Permanent de Riposte contre le COVID-19 ainsi que d'autres services compétents, et à éviter la course au scoop.

Pour contrer la désinformation circulant sur les réseaux sociaux sur la pandémie et sur le vaccin, certains partenaires, comme l'UNICEF et l'OMS, en collaboration avec les services techniques du ministère de la Santé, ont appuyé le secteur médiatique dans le renforcement des capacités des journalistes.

Certaines organisations de la société civile notent au cours d'entretiens rapide que, les groupes vulnérables n'étaient pas spécifiquement ciblés par les stratégies de communication du gouvernement sur le COVID-19. C'est à travers d'autres acteurs humanitaires que des interventions, qui demeurent insuffisantes, ont été orientées vers ces catégories de public dans le cadre de la sensibilisation ou de la prévention[5].

[5] Entretien rapide avec des acteurs de la société civile (représentant des organisations des personnes vivant avec handicap) Bunia, juillet 2022

VII. Autres fournisseurs d'information non médiatiques

7.1. Organisations humanitaires

Les organisations humanitaires produisent de l'information en RDC. Ces informations sont directement liées à leurs activités, leurs projets et programmes dans le pays. Pour la plupart, ce sont des rapports de recherche, des bulletins humanitaires, des notes d'information, des notes d'alerte sur la situation humanitaire, partagés par les acteurs à travers le mécanisme de coordination humanitaire. Chaque année, la coordination humanitaire élabore et partage avec ses partenaires (organisations nationales et locales et gouvernement) le plan de réponse humanitaire[6] face aux besoins urgents des communautés touchées par les crises. Des données collectées et analysées par les organisations dans divers secteurs d'intervention constituent des sources pour les parties prenantes (médias, acteurs humanitaires, gouvernement, agences de santé, société civile et autres). Le but est de canaliser les efforts et de coordonner la réponse humanitaire selon les secteurs et les zones en besoin

[6]Le Plan de réponse humanitaire est une présentation de la réponse stratégique coordonnée conçue par les agences humanitaires pour répondre aux besoins urgents des personnes touchées par la crise. Il est basé sur les preuves des besoins décrits dans l'Aperçu des besoins humanitaires et y répond.https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/document/rd-congo-plan-de-réponse-humanitaire-2022

Les acteurs humanitaires utilisent plusieurs approches pour produire ces informations, telles que la recherche action participative, les évaluations, la collecte d'information en ligne. Certaines organisations, La Benevolencija et Search for Common Ground (SFCG), réalisent des programmes diffusés par plus d'une centaine de radios à travers le pays. Les programmes ainsi développés (théâtre radiophonique, émission de téléréalité[1] et magazine sur la justice) visent à encourager les populations à s'opposer de façon réfléchie à toute manipulation les incitant à la violence pour devenir des acteurs de la réconciliation (Frère, M., 2008f).

Les organisations humanitaires partagent l'information dans des formats diversifiés - visuels, audio, texte pdf - qui sont publiés sur leurs sites web et relayés par les médias à large échelle. La télévision, la presse écrite ou la radio participent aussi à la diffusion et production du contenu humanitaire parce que les canaux des organisations humanitaires, notamment les sites web et les réseaux sociaux, ne permettent pas d'atteindre toutes les cibles, y compris les personnes vulnérables.

[7] Depuis 2008, SFCG a lancé la production d'une émission télévisée utilisant un format de télé-réalité, mettant en scène des jeunes de moins de 30 ans de la ville de Kinshasa dont le défi est d'apporter un changement positif dans leurs communautés. Appelée « Tosalel'ango » (Faisons-le), cette émission est diffusée sur Digital Congo

Les organisations humanitaires achètent également des espaces de diffusion sur les médias. Fierens (2018a) note que la plupart des contenus humanitaires diffusés sur les radios sont conçus par les acteurs humanitaires eux-mêmes, qui les proposent ensuite aux médias. Les modalités établies dépendent du type de production et des activités et elles sont fixées par des contrats de partenariat entre l'organisation humanitaire et les médias, variant selon le projet, ainsi que par les tarifs du média concerné. Certains médias produisent eux-mêmes des contenus pour le compte d'organisations humanitaires en échange d'une rétribution financière. Mais ces cas sont rares et les émissions ainsi produites sont dédiées à une organisation humanitaire et annoncées en tant que telles lors de la diffusion.

Les journalistes sont parfois conviés à des ateliers de formation organisés par les acteurs humanitaires qui souhaitent partager la connaissance et mieux équiper les médias pour leur permettre de porter ainsi leurs messages correctement, sans être tronqués, pour ne pas mettre en péril les actions sur le terrain. Dans la plupart de cas, ces ateliers de formation sont de courte durée, de 3 et 5 jours, et restent ponctuels. Leur contenu est orienté sur le rappel des principes de base du journaliste, l'éthique, les différents formats de genres journalistiques, suivis d'un exposé sur les activités de l'organisation humanitaire (Fierens, M., 2018b).

Des conférences de presse sont régulièrement organisées par les acteurs humanitaires dans le but de partager l'information avec les médias. Une récente enquête sur la relation entre médias et acteurs humanitaires et sanitaires a révélé des défis persistants empêchant une réponse cohérente sur le terrain. Les acteurs des médias se plaignent de la lourdeur dans le processus d'accès aux informations des humanitaires alors que les humanitaires regrettent le manque de formation des journalistes et les pratiques de « monnayage » (Internews, 2022).

Certaines humanitaires fournissent des efforts pour partager l'information liées à leurs programmes humanitaires dans les langues locales et s'assurer que les communautés bénéficiaires comprennent les messages. Certaines organisations utilisent des assistants linguistiques pour traduire leurs contenus en langues locales populaires, par exemple le swahili à l'est du pays. D'autres langues minoritaires ne sont utilisées que par les relais communautaires à la base. La plupart des informations numériques (disponibles sur les sites et sur les réseaux sociaux) des organisations humanitaires sont publiées en langue française et en anglais car l'audience visée est nationale et internationale.

7.2. Agences de santé

Selon le plan national de développement sanitaire 2016-2020, les DPS produisent trimestriellement, un rapport d'activités, un bulletin d'informations sanitaires reprenant les informations pertinentes de toutes les zones de santé. Le niveau central le ministère doit tenir à jour le site web du MSP à travers lequel il diffuse le rapport annuel sectoriel, l'annuaire statistique annuel, les résultats des enquêtes et recherches menées au sein du secteur. (MSP, 2016).

Les agences de santé sont regroupées au sein du ministère de la Santé publique. Elles produisent des informations liées à la santé au niveau national, avec la collaboration des autres acteurs, notamment les organisations humanitaires œuvrant dans le domaine de la santé.

Selon le rapport de l'Ecole de santé publique (2021), les informations sanitaires sont centralisées au sein du système national d'informations sanitaires. Elles sont produites grâce à la collecte permanente réalisée dans les structures de santé du pays. Le ministère de la Santé publique dispose d'une division qui centralise les informations à travers le Système national d'informations sanitaires (SNIS). Cependant, plusieurs défis guettent ce système en matière de qualité des informations fournies et de formation du personnel chargé d'enregistrer, de compiler et de réviser la qualité des données.

Pour diffuser les informations liées à la santé, les agences de santé utilisent les réseaux sociaux et les médias. Par exemple, le ministère de la Santé possède un site web et des comptes officiels sur Twitter (48 615 followers) et sur Facebook (32 000 abonnés). Mais les mises à jour du site ne sont pas régulières et les informations disponibles datent de 2019 et 2020 alors qu'il s'agit pourtant de la source d'information officielle sur la santé dans le pays. Le ministère de la Santé utilise également un groupe WhatsApp dédié et une radio dédiée. Des départements et plusieurs programmes sont liés à ce ministère, comme l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) dont l'audience sur les réseaux sociaux est de 30662 followers sur Twitter et 4370 abonnés sur Facebook, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) (1908 followers) sur Twitter et le Comité multisectoriel de Riposte mis en place dans le cadre de réponse au COVID-19. Le Programme élargi de vaccination fournit l'évolution des chiffres de vaccination contre le COVID-19 ainsi que les informations sur la vaccination de routine en RDC.

Peu après l'apparition des premiers cas de COVID-19 en RDC, une chaîne de télévision du ministère de la Santé, dénommée MinaSante TV, a été lancée officiellement par le ministre national de la santé dans le cadre de la sensibilisation de la population pour freiner la propagation de la pandémie.

En collaboration avec les agences de télécommunication, le ministère de la Santé a pu atteindre des milliers de personnes à travers des alertes via le short message service (SMS) sur les mesures de prévention. Mais deux ans après la mise en place de cette chaîne de télévision, il n'existe pas de données disponibles sur sa portée, son audience ni sur son impact en matière de changement de comportement dans la lutte contre le COVID-19 (MSP, 2020)

Au sein des divisions provinciales de santé, on trouve une section dédiée à la communication des risques et à l'engagement communautaire (CREC). Il s'agit d'un cadre d'échange d'informations, de conseils et d'opinions, en temps réel, entre les experts ou les dirigeants et la communauté faisant face à une menace (danger) à sa survie, sa santé ou son bien-être économique ou social.

Au cours d'un entretien rapide au Tanganyika, un responsable de santé note que les informations sur la santé sont diffusées au sein des communautés à travers les dynamiques communautaires à la base, les relais communautaires, les comités de santé qui sont directement liés aux structures sanitaires depuis les zones de santé et qui constituent un pont de partage de l'information depuis sa production par les agences de santé jusqu'au consommateur final au sein de la communauté[8].

Les informations diffusées par les agences de santé adaptent souvent le message dans les langues locales populaires, leur audience étant constituée de personnes non alphabétisées parlant ces langues et de personnes vulnérables. Par exemple, à l'est de la RDC, la langue swahilie qui est populaire dans certaines provinces est utilisée dans les structures sanitaires pour les affiches et les campagnes de sensibilisation.

7.3. Gouvernement

Le gouvernement, à travers son mécanisme de communication, devrait être le premier fournisseur de l'information dans le pays et cela dans tous les secteurs. En février 2022, il a procédé au lancement officiel du portail numérique et de la charte graphique de la République Démocratique du Congo (www.republique.cd) dans le cadre de la mise en œuvre du plan national du numérique en vue de promouvoir et développer les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les informations produites par le gouvernement sont le plus souvent relayées par les médias. Les ministères possèdent des sites web, mais leur contenu n'est pas régulièrement actualisé. Certains sites officiels ne sont pas achevés ni mis à jour.

C'est le cas du site du ministère de la Communication et des Médias dont la dernière mise à jour date de 2018. La plupart des ministères possèdent des comptes officiels sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook où les informations sont régulièrement partagées. Le journal officiel de la RDC, où doivent être publiés les lois, décrets, arrêtés, ordonnances et autres textes est rarement actualisé. Sa dernière mise à jour remonte à 2020.

Le contenu partagé concerne les actions du gouvernement, les réunions et les sessions de travail au sein des ministères et autres services techniques, ainsi que les informations sur les textes et lois régissant les institutions du pays, l'actualité et les événements et les décisions des officiels sur la situation du pays et autres.

A l'arrivée du COVID-19 en mars 2020, on a observé une communication à double vitesse et une ambiguïté dans la diffusion des informations sur la pandémie par les officiels de RDC. Les chiffres sur l'évolution de la situation épidémiologique dans le pays (Institut National de Recherche Biomédicale, Comité Multisectoriel de Riposte, ministère de la Santé publique) présentaient des incohérences sur les sites des agences de santé.

[8] Entretien rapide, réalisé en visite dans la zone de santé de Kalemie dans la province du Tanganyika, Kalemie, juin 2022

A l'avènement des essais de vaccins, des polémiques ont été observées tant dans l'opinion publique que politique sur une prétendue candidature du pays aux essais vaccinaux de COVID-19. Les opinions de la société civile et certains acteurs politiques qualifiaient de complotiste et de course au financement cette prétendue position du gouvernement vis-à-vis de ces essais de vaccination dans le pays. Les partis politiques de l'opposition, notamment le regroupement Lamuka, ont dénoncé une course à l'argent : "le peuple est déjà meurtri par votre mégestion et vous l'utilisez encore comme des cobayes pour des millions de dollars de contreparties" cité par le journal Le Point, (2020a)

Peu après l'arrivée des premières doses de vaccin contre le COVID-19, le chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi avait émis, à l'occasion d'une conférence de presse tenue dans la ville de Goma, des propos négatifs sur le vaccin AstraZeneca qu'il jugeait moins convaincant ; "D'autres types de vaccins arrivent d'ici la mi-juillet. C'est alors que moi et mon épouse nous nous ferons vacciner. Pas AstraZeneca." Propos cités dans le journal Le Point. Cette communication a renforcé la méfiance, les rumeurs et les polémiques sur le vaccin alors que le pays faisait déjà face à une montée des cas de contamination et renforçait, dans ce contexte, ses stratégies de vaccination. (Le Point, 2020b)

La plupart des messages émanant des autorités sont partagés en langue française, s'agissant de la langue officielle du pays.

Mais les groupes marginalisés et faiblement alphabétisés ne parlent pas généralement pas cette langue et ont donc, de ce fait, peu de chance d'accéder, de comprendre et d'utiliser les informations issues du gouvernement à travers les canaux ci-dessus, par ailleurs hors de leur portée pour des raisons techniques et financières (réseaux sociaux, TV, internet).

7.4. La société civile

La société civile, en tant que structure citoyenne en RDC, participe à la fourniture de l'information et figure parmi les sources locales de l'information pour les populations au niveau local. Elle sert également de source pour les acteurs étatiques, médiatiques et humanitaires. Elle alerte sur la situation quotidienne dans le pays, grâce à des noyaux locaux dans les zones rurales et urbaines et à travers différentes composantes selon les secteurs. On trouve en son sein plusieurs acteurs, notamment les organisations locales, les confessions religieuses, les groupes de pression et d'autres structures regroupant divers groupes : femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap, etc.

Dès le début de la pandémie certaines organisations de la société civile se sont impliquées dans la vulgarisation du message sur le COVID-19 à travers des actions de sensibilisation à la base.

Des informations liées à la prévention et des appels au respect des mesures barrières ont été portés par les organisations de la société civile. A travers une déclaration 139 organisations de la société civile Congolaise ont fait un appel à un cessez-le feu sur toute l'étendue de la RDC pour faciliter les équipes de la réponse à continuer au mieux la lutte contre la pandémie de COVID-19 (OCHA, 2020). Cependant, par manque d'informations fiables et précises, certaines composantes de la société civile notamment certaines églises ont participé à la diffusion de fausses informations sur la maladie et sur le vaccin. Selon le bulletin communautaire des rumeurs publié par Internews, pendant le confinement, certaines églises de réveil par exemple, ont prêché sur le lien entre le COVID-19 et le vaccin relayant des théories complotistes, sur l'accomplissement de la parole de Dieu sur la fin des temps et de l'Eglise. (Internews, 2022 p4)

Conclusion

Le paysage de l'information de la RDC a évolué ces dix dernières années à travers une forte prolifération de médias digitaux et traditionnels en grande fragilité économique, d'où un impact mitigé sur la qualité de l'information offerte au public.
Du côté des fournisseurs des médias, l'offre d'information reste majoritairement couverte par les médias audiovisuels (radio 62%, télévision 44% et internet 35%) et les médias digitaux, dont la montée en puissance à travers les plateformes en ligne et les réseaux sociaux a joué un rôle significatif dans les dynamiques informationnelles pendant la pandémie : accès, partage, augmentation de la désinformation.

Le pays est classé non libre au classement mondial de la liberté de la presse où il occupe le 125ème rang. Le cadre juridique inadapté au contexte médiatique actuel ne contribue pas au contrôle et à la mise en place d'un écosystème d'information sain en RDC, surtout en période de COVID-19 marquée par un afflux de fausses informations. La faible indépendance des médias vis-à-vis des hommes politiques affecte le contenu et la qualité de l'information ainsi que la confiance du public.

Les médias communautaires continuent de jouer un rôle de taille en formant, divertissant et informant la majorité de la population dans le pays, y compris les catégories vulnérables - les personnes déplacées, les personnes handicapées et les groupes minoritaires - malgré la précarité dans laquelle elles évoluent. La capacité des médias à offrir une information de qualité reste faible et entachée par des contraintes de viabilité économique et le manque de ressources matérielles suffisantes et de ressources humaines qualifiées et stables.

D'autres acteurs non médiatiques participent à la production et au partage de l'information dans le pays. Les acteurs humanitaires, le gouvernement, les agences de santé et la société civile utilisent les sites web, les réseaux sociaux, les événements communautaires à travers les relais communautaires, les cellules d'animation communautaire, les leaders communautaires et religieux pour partager l'information. La langue française reste dominante pour ces autres fournisseurs. Or, cette situation constitue un défi d'accès à l'information pour les groupes vulnérables faiblement alphabétisés et ne parlant pas le français, en l'occurrence les déplacés et les peuples minoritaires autochtones.

D'autres aspects sont à explorer pour compléter cette évaluation de l'offre de l'information, Il s'agit notamment du niveau d'accès des catégories vulnérables à l'information et aux médias, de leurs besoins en information en période de pandémie ainsi que de leur confiance dans les informations reçues. Les réponses à ces questions sont nécessaires et sont exploitées dans le rapport sur la demande de l'information en vue d'appréhender les dynamiques informationnelles actuelles au sein des groupes vulnérables, afin de dégager des pistes pour un écosystème d'information sain et l'orientation d'actions d'engagement communautaire autour du vaccin contre la COVID19.

Références

- (ACP, 2022) Le ministère de la communication et médias s'engage à améliorer les conditions de l'exercice de la liberté d'expression, Retrieved, october 12, 2022 https://acpcongo.com/index.php/2022/05/26/le-ministre-de-la-communication-et-medias-sengage-a-ameliorer-les-conditions-de-lexercice-de-la-liberte-dexpression-en-rdc/
- (ARPTC, 2021b) taux de pénétration de la téléphonie mobile estimée à 47,1% Retrieved April 06, 2022 https://www.politico.cd/encontinu/2021/10/12/le-taux-de-penetration-de-la-telephonie-mobile-en-rdc-estime-a-471-arptc.html/94779/
- (ARPTC, 2022a) 46,6 millions d'abonnés actifs à la téléphonie mobile au premier trimestre 2022, Retrieved August 15, 2022 https://deskeco.com/index.php/2022/08/10/rdc-466-millions-dabonnes-actifs-la-telephonie-mobile-recenses-au-1er-trimestre-2022
- (Baromètre sécuritaire du Kivu, 2022) RetrievedMai 10, 2022 https://www.mediacongo.net/article-actualite-103973_selon_le_barometre_securitaire_du_kivu_le_nombre_de_morts_a_double_en_un_an_depuis_l_instauration_de_l_etat_de_siege_en_ituri_et_nord_kivu.html
- (BBC news, 2018) La presse en ligne sous surveillance en RDC, Retrieved, october 12, 2022 https://www.bbc.com/afrique/region-44860197
- (BECK, B., Richard, M., Laurent, R.& Alexandre, W. 2018). Estimation des populations francophones dans le monde en 2018. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval, Note de recherche de l'ODSEF, (160 p). Retrieved August 21, 2022https://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/odsef-lfdm-2018.pdf
- (Commission de contrôle de conformité des organes de presse RDC, 2017a)Retrieved August 10, 2022https://www.congoindependant.com/571-organes-de-presse-ecrite-625-stations-de-radio-et-387-chaines-de-television-repertories-en-rdc/
- (Commission de contrôle de conformité des organes de presse RDC, 2017b)Retrieved August 10, 2022https://www.congoindependant.com/571-organes-de-presse-ecrite-625-stations-de-radio-et-387-chaines-de-television-repertories-en-rdc/
- (Dauvin, P. 2010) la communication des ONG Humanitaires, Retrieved July 15, 2022 https://grotius.fr/la-communication-des-ong-humanitaires/#.YqL8EhpBw2w
- (FIERENS, M. 2018a), Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo : une amitié négociée, Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 16, (p32)
- (FIERENS, M.2018b), Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo : une amitié négociée, Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 16, (p32)
- (FIERENS, M.2018c), Humanitaires et journalistes à l'Est de la République démocratique du Congo : une amitié négociée, Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n° 16, (p32)
- (Fondation Hyrondelle, DEMOS, HHI &ICREDES, 2019a) Etude sur la diffusion de l'information dans la région du Nord-kivu, RetrievedMarch 06, 2022https://www.hirondelle.org/fr/notre-actualite/1014-etude-sur-la-diffusion-de-l-information-dans-la-region-du-nord-kivu-rdc
- (Fondation Hyrondelle, DEMOS, HHI &ICREDES, 2019b) Etude sur la diffusion de l'information dans la région du Nord-kivu, RetrievedMarch 06, 2022https://www.hirondelle.org/fr/notre-actualite/1014-etude-sur-la-diffusion-de-l-information-dans-la-region-du-nord-kivu-rdc
- (Fondation Hyrondelle, DEMOS, HHI &ICREDES, 2019c) Etude sur la diffusion de l'information dans la région du Nord-kivu, RetrievedMarch 06, 2022https://www.hirondelle.org/fr/notre-actualite/1014-etude-sur-la-diffusion-de-l-information-dans-la-region-du-nord-kivu-rdc

Références

- (Frère Marie-Soleil, 2005 p45-65) République Démocratique du Congo, les médias en transition, Retrieved, october 12, 2022 https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2005-1-page-49.htm
- (Hootsuite, 2021) la RDC enregistre 21,14 millions Retrieved April 06, 2022 https://www.eventsrdc.com/tic-la-rdc-a-enregistre-2114-millions-dinternautes-en-janvier-2021-rapport-hootsuite/
- (Internews 2022), rapport sur la relation médias et acteurs humanitaires à l'Est de la RDC, avril 2022
- (KandolowaKandolo, B., 2018), Réseaux sociaux : réflexion sur l'émergence d'une nouvelle forme de gouvernance des droits de l'homme en République démocratique du Congo, (p, 338) RetrievedMay 05, 2022https://www.leganet.cd/Doctrine.textes/Decon/Reseauxsociauxetdroitsdelhomme.pdf
- (Kepios, 2022a) Digital 2022: The Democratic Republic of Congo, Retrieved July 09, 2022https://datareportal.com/reports/digital-2022-democratic-republic-of-the-congo
- (Kepios, 2022b) Digital 2022: The Democratic Republic of Congo, Retrieved July 09, 2022, https://datareportal.com/reports/digital-2022-democratic-republic-of-the-congo
- (Marie soleil Frère, 2008a) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 20, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf
- (Marie soleil Frère, 2008b) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 22, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf
- (Marie soleil Frère, 2008c) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 25, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf
- (Marie soleil Frère, 2008d) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 25, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf
- (Marie soleil Frère, 2008e) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 26, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf
- (Marie soleil Frère, 2008g) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 26, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf
- (Marie soleil Frère, 200f) le paysage médiatique Congolais, Etat de lieux enjeux et défis,RetrievedFebruary 26, 2022https://www.researchgate.net/profile/Marie-Soleil-Frere/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis/links/5734dd6808ae9f741b2824c7/Le-paysage-mediatique-congolais-Etat-des-lieux-enjeux-et-defis.pdf

Références

- (Minkala-Ntadi, P. 2012), La presse congolaise dans la tourmente politique : l'illustration d'une tension entre liberté d'expression et responsabilité sociale, Retrieved March 12, 2022 https://journals.openedition.org/quaderni/569
- (MUSHIZI, C. 2007) Cadre juridique et institutionnel de la des médias Congolais RetrievedFebruary 12, 2022 https://www.leganet.cd/Doctrine.textes/DroitPublic/MEDIA/Cadre%20juridique%20et%20institutionnel%20des%20m%C3%A9dias.pdf
- (OCHA 2021), Democratic Republic of Congo, Deepening of humanitarian Crisis, Retrieved March 13, 2022 from https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-deepening-humanitarian-crisis-dg-echo-un
- (OCHA 2022a) About OCHA in DRC, Retrieved March 12, 2022,https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc
- (OCHA 2022b) https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc
- (OCHA, 2022) Plan de réponse humanitaire République Démocratique du Congo Retrieved July 09, 2022, https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/document/rd-congo-plan-de-réponse-humanitaire-2022
- (OMEC, 2008) Rapport d'observation de l'OMEC, (p2)
- (Polepole, P. Mudinga, E. 2020a) Covid-19 : de la crise de communication au déni de la crise en République Démocratique du Congo, RetrievedJuly 28, 2022https://www.researchgate.net/publication/342846987_Covid-19_de_la_crise_de_communication_au_deni_de_la_crise_en_Republique_Democratique_du_Congo
- (Polepole, P. Mudinga, E. 2020b) Covid-19 : de la crise de communication au déni de la crise en République Démocratique du Congo, RetrievedJuly 28, 2022https://www.researchgate.net/publication/342846987_Covid-19_de_la_crise_de_communication_au_deni_de_la_crise_en_Republique_Democratique_du_Congo
- (Polepole, P. Mudinga, E. 2020c) Covid-19 : de la crise de communication au déni de la crise en République Démocratique du Congo, RetrievedJuly 28, 2022https://www.researchgate.net/publication/342846987_Covid-19_de_la_crise_de_communication_au_deni_de_la_crise_en_Republique_Democratique_du_Congo
- (RSF, 2022a) Democratic Republic of Congo, Retrieved March 15, 2022, https://rsf.org/en/democratic-republic-congo
- (RSF, 2022b) Retrieved March 15, 2022, from https://rsf.org/en/democratic-republic-congo
- (RSF, 2022c) Democratic Republic of Congo, Retrieved March 15, 2022, https://rsf.org/en/democratic-republic-congo
- (RSF, 2022d) Democratic Republic of Congo, Retrieved March 15, 2022, https://rsf.org/en/democratic-republic-congo
- (RSF, 2022e) Democratic Republic of Congo, Retrieved March 15, 2022, https://rsf.org/en/democratic-republic-congo
- (RSF, 2018) Democratic Republic of Congo, Retrieved March 15, 2022, https://rsf.org/en/democratic-republic-congo
- (Statcounter, 2022) Social Media stats In the Democratic Republic of The Congo, Retrieved August 25, 2022 https://gs.statcounter.com/social-media-stats/all/congo-democratic-republic-of-the
- (Target, 2015) Les habitudes des internautes, RetrievedMay 03, 2022https://www.target-sarl.cd/fr/content/rdc-84-des-congolais-accedent-internet-sur-support-mobile-selon-une-etude-de-target

Références

- (Target, 2021a), la radio reste le média le plus suivi en RDC, RetrievedFebruary 20, 2022https://www.target-sarl.cd/fr/content/etude-media-2021-de-target-la-radio-reste-le-media-le-plus-suivi-en-rdc
- (Target, 2021b), la radio reste le média le plus suivi en RDC, RetrievedFebruary 20, 2022https://www.target-sarl.cd/fr/content/etude-media-2021-de-target-la-radio-reste-le-media-le-plus-suivi-en-rdc
- (Target, 2021c) la radio reste le média le plus suivi en RDC, RetrievedFebruary 20, 2022https://www.target-sarl.cd/fr/content/etude-media-2021-de-target-la-radio-reste-le-media-le-plus-suivi-en-rdc
- (Target, 2021d) la radio reste le média le plus suivi en RDC, RetrievedFebruary 20, 2022https://ww.target-sarl.cd/fr/content/etude-média-2021-de-target-la-radio-reste-le-média-le-plus-suivi-en-rdc
- (TWB, 2022), language data for the democratic Republic of Congo, Retrieved August 02, 2022 https://translatorswithoutborders.org/language-data-for-the-democratic-republic-of-congo-drc
- (UN, 2020) Journée de l'alphabétisation : en RDC, 29% de personnes de 15ans et plus sont analphabète, Retrieved March 08, 2022,https://news.un.org/fr/audio/2020/09/1076772
- (UNDP, 2020) Human Development Report Democratic Republic of Congo, Retrieved March 08, 2022, https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/COD.pdf
- (WHO, 2017) Communication sur les risques et engagement communautaire, Retrieved July 15, 2022 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/communication_sur_le_risque_et_engagment_comms.pdf
- (WHO, 2022)Democratic Republic of Congo Situation, Retrieved August10, 2022,https://covid19.who.int/region/afro/country/cd
- Ancien site du ministère de la communication et médias, Retrieved May 16, 2022, http://pp-drcgov.net/missionactiv.php
- Appel des organisations de la société civile Congolaise pour un cessez-le feu global en RDC dans le contexte de réponse contre la pandémie de COVID-19 Retrieved, october 12, 2022 https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/appel-des-organisations-de-la-societe-civile-congolaise-pour-un
- Arrêté N°011/CAB MIN-CM/LMO/2018 du 14 juin 2018 portant mesures d'application de la Loi 96-002 du 22 juin fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse,
- Bulletin communautaire sur les rumeurs sur le vaccin COVID-19, Retrieved, october 12, 2022 https://internews.org/wp-content/uploads/2022/03/Bulletin-Communautaire1_RiT_Internews.pdf
- Butembo : les journalistes en difficulté d'accès à l'information depuis l'instauration de l'état de siège, Retrieved, october 12, 2022 https://www.radiookapi.net/2022/05/04/actualite/politique/butembo-les-journalistes-en-difficulte-dacces-linformation-depuis
- Butembo : les journalistes en difficulté d'accès aux informations depuis l'instauration de l'état de siège, Retrieved August 05, 2022 https://www.radiookapi.net/2022/05/04/actualite/politique/butembo-les-journalistes-en-difficulte-dacces-linformation-depuis
- Cellule d'analyse intégrée de l'UNICEF (CAI) https://www.unicef.org/drcongo/cellule-analyse-integree
- Compte officiel (Twitter) de l'Institut National de Recherche Biomédicale, Retrieved May 16, 2022, https://twitter.com/inrb_kinshasa

Références

- Compte officiel (Twitter) du ministère de communication et médias de la RDC, https://twitter.com/Com_mediasRDC
- Des héros en première ligne dans la lutte contre Ebola en RDC, Retrieved, october 12, 2022 https://www.unicef.org/drcongo/recits/heros-premiere-ligne-lutte-ebola#:~:text=Lorsque%20la%20violence%20et%20la,la%20maladie%20%C3%A0%20virus%20Ebola.
- Etats généraux de la communication et des médias, Muyaya rassure sur la mise en œuvre de l'organe de suivi et évaluation des recommandation, Retrieved, June 12, 2022 https://actualite.cd/2022/01/31/etats-generaux-de-la-communication-et-des-medias-muyaya-rassure-sur-la-mise-en-place-de
- Facebook gratuitpour tous, la RDC entre dans l'économie numérique Retrieved August 11, 2022 https://www.mediacongo.net/publireportage-reportage-15137_facebook_gratuit_pour_tous_la_rdc_entre_dans_l_economie_numerique.html
- Felix Tshisekedi refuse de se faire vacciner à l'Astra Zeneca, Retrieved August 14, 2022 https://blogging.africa/fr/covid-19/felix-tshisekedi-refuse-de-se-faire-vacciner-a-lastrazeneca/
- Fondée en février 2002 à l'initiative et avec le soutien des Nations Unies, au travers de la MONUC et de la Fondation Hirondelle, qui couvre tout le territoire national :https://fr.wikipedia.org/wiki/Radio_Okapi
- Groupe WhatsApp du ministère de la santé de la RDC, Retrieved May 16, 2022, https://wa.me/243844434444?text=salut
- https://www.researchgate.net/publication/286453973_Le_paysage_mediatique_congolais_Etat_des_lieux_enjeux_et_defis
- Journal officiel de la RDC, Retrieved July 23, 2022 https://www.leganet.cd/JO.htm
- Kantar-TNS-Mars-2021-Africascope-2020.png (901×2059) (wp.com)
- La radio au cœur des communauté ; Retrieved, October 10, 2022, https://www.unicef.org/drcongo/recits/radio-coeur-communautes#:~:text=La%20radio%20reste%20%C3%A0%20ce,confessions%20religieuses%20ou%20des%20individus.
- La RD Congo en pleine polémique des essais de vaccin du COVID-19, Retrieved August 14, 2022 https://www.lepoint.fr/afrique/la-rd-congo-en-pleine-polemique-des-essais-de-vaccin-du-covid-19--16-04-2020-2371694_3826.php
- Les médias numérique en rd Congo Retrieved March 12, 2022 https://institutfrancais-kinshasa.org/index.php?/fre/Agenda-culturel/Les-medias-numeriques-en-RD-Congo
- Les médias s'impliquent dans la sensibilisation contre le COVID-19 ;Retrieved may 23, 2022, https://ijnet.org/fr/story/rdc-les-médias-simpliquent-dans-la-sensibilisation-contre-le-covid-19
- Ministère de la santé lance la chaine de télévision MINASANTE, RetrievedMarc 06, 2022https://www.radiookapi.net/2020/03/28/actualite/sante/rdc-le-ministere-de-la-sante-lance-la-chaine-de-television-minsante-tv
- Ministère de la santé lance la chaine de télévision MINASANTE, RetrievedMarc 06, 2022https://www.radiookapi.net/2020/03/28/actualite/sante/rdc-le-ministere-de-la-sante-lance-la-chaine-de-television-minsante-tv
- Page officielle (Facebook) de l'Institut National de Recherche Biomédicale, Retrieved May 16, 2022, https://www.facebook.com/kinshasainrb
- Page officielle (Facebook) du Ministère de Communication et Médias de la RDC, Retrieved July 23, 2022 https://web.facebook.com/MinComMediasRDC/?_rdc=1&_rdr
- Qu'est-ce que la radio communautaire ? Retrieved, octobre 10, 22, https://amarc.radio/fr/quest-ce-que-la-radio-communautaire/

Références

- Que pensez-vous de la régulation des médias en RDC ? Retrieved April 11, 2022, https://www.radiookapi.net/emissions-2/parole-aux-auditeurs/2015/03/03/pensez-vous-de-la-regulation-des-medias-en-rdc
- Radio Congo Share Retrieved May 16, 2022, https://radio-congoshare.net/a-propos
- Radio du ministère de la santé Retrieved May 16, 2022, https://www.radioking.com/radio/min-sante-fm
- RDC : entre 2018 et 2021, le score du système national d'information sanitaires est passé de 25% à 40% Retrieved June 14, 2022, https://7sur7.cd/index.php/2021/12/21/rdc-entre-2018-et-2021-le-score-du-systeme-national-dinformation-sanitaire-est-passe-de
- RDC : faible représentativité des femmes aux postes de responsabilité dans les médias, Retrieved July 28, 2022 https://www.kt.cd/rdc-faible-representativite-des-femmes-aux-postes-de-responsabilite-dans-les-medias/
- RDC : la liberté de la presse en danger Retrieved, June 12, 2022 https://fr.africanews.com/2021/11/03/rdc-la-liberte-de-la-presse-en-danger/
- RDC : le gouvernement se dote de son portail numérique et sa charte graphique, Retrieved May 16, 2022, https://actualite.cd/2022/02/14/rdc-le-gouvernement-se-dote-de-son-portail-numerique-et-sa-charte-graphique
- RDC : les médias s'impliquent dans la sensibilisation contre le COVID-19, Retrieved May 04, 2022 https://ijnet.org/fr/story/rdc-les-m%C3%A9dias-simpliquent-dans-la-sensibilisation-contre-le-covid-19
- RDC : les médias s'impliquent dans la sensibilisation contre le COVID-19, Retrieved May 04, 2022 https://ijnet.org/fr/story/rdc-les-m%C3%A9dias-simpliquent-dans-la-sensibilisation-contre-le-covid-19
- Site officiel du gouvernement Congolais Retrieved July 23, 2022 https://www.primature.gouv.cd/document-category/textes-legaux-et-juridiques/
- Site officiel du programme élargi de vaccination Retrieved May 16, 2022, https://www.pevrdcongo.cd
- Stop COVID-19, site officiel d'informations et de conseils Retrieved August 12, 2022 https://www.stopcoronavirusrdc.info
- Tudesq, A. (Ed.) 1995. Chapitre II. La presse à l'époque de l'expansion coloniale. In feuilles d'Afrique de la presse de l'Afrique subsaharienne, Retrieved February 20, 2022, https://books.openedition.org/msha/14190?lang=fr
- WhatsApp limite le transfert des messages pour réduire le partage de fausses informations, Retrieved July 28, 2022 https://7sur7.cd/2020/04/07/covid-19-whatsapp-limite-le-transfert-de-messages-pour-reduire-le-partage-de-fausses

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

Internews Local voices. Global change.

Rooted in Trust

ENRACINÉ DANS LA CONFIANCE

Rapport de la recherche documentaire
sur l'offre de l'information

Analyse du paysage de production de l'information en RD Congo

Produit par INTERNEWS-RDC | Octobre 2022